

Pour Magdalena Martullo-Blocher, «le Parlement ne fait que de la cosmétique»

Europe La solution proposée la semaine dernière à Berne pour négocier avec Bruxelles une limitation de l'immigration ne plaît pas du tout à l'UDC.

Arthur Rutishauser
et Denis von Burg

Cette semaine, le Conseil national traitera de l'application de l'initiative contre l'immigration de masse de l'UDC. La députée Magdalena Martullo-Blocher, spécialiste des questions économiques au sein du parti, estime qu'il faut d'affronter l'Union européenne sur un contingentement.

Madame Martullo, l'initiative sur l'immigration de masse, qui veut imposer des contingents, sera peut-être mise en œuvre de façon allégée, avec une priorité à donner aux autochtones. Votre parti est ridiculisé à Berne.

On ridiculise le peuple. Le simple fait de devoir annoncer de manière facultative à l'Office de l'emploi les places de travail libres n'applique en rien l'initiative. Notre démocratie est volontairement foulée aux pieds, on trahit le peuple pour plaire à l'Union européenne.

Le PDC et les milieux économiques proposent une solution qui conduirait à un contingentement, à certaines conditions. Vous la soutiendrez?

Non, cela, pris isolément, ne suffit pas. On parle dans cette proposition de «mesures cor-

rectives» qu'il faudrait en plus soumettre à l'UE. Le Parlement ne s'occupe guère que de cosmétique ces temps. Ce projet est totalement improductif. Même si la motion passe, nous refusons l'ensemble du projet.

Que soutiendriez-vous alors?

L'initiative veut une réglementation autonome et une réduction de l'immigration. Il faut tenir compte des nationaux au chômage, là où il y en a. Où il n'y en a pas, les postes de travail doivent pouvoir être occupés, selon une procédure simple, par des étrangers. Il faut faire cesser l'immigration vers les assurances sociales. Une mise en œuvre était prête, en commission, on a élaboré, avec les milieux économiques, plus de 50 points précis. Puis le PLR s'est prononcé en faveur d'une solution zéro et le PDC a basculé.

Le PLR, avec lequel vous espériez construire une alliance bourgeoise, vous a laissé échouer?

Malheureusement, l'alliance bourgeoise n'existe pas plus que la majorité bourgeoise au Parlement. Le PLR manque en général de cohésion. Voilà pourquoi nous perdons ensemble beaucoup de votations au Conseil national. Ce parti manque habituellement de ligne directrice. Au ni-

veau des idées aussi, malheureusement. Le troisième larron est souvent la gauche, qui peut, en plus, compter sur le PDC.

Sur la question de l'UE, le PLR est uni, mais contre l'UDC.

Exactement. Pour cette pseudo-mise en œuvre de limites à l'immigration de masse, le PLR a même donné à son groupe une consigne de vote. Si on observe la politique globale du PLR, on voit que tous les efforts tendent vers un rattachement aussi étroit que possible à l'UE.

Vous estimez que le PLR fait passer les relations avec Bruxelles avant tout le reste?

Oui, ce parti est soumis à l'UE. Pour notre économie, cela n'est absolument pas avantageux. Vu nos coûts élevés, nous avons besoin de meilleures conditions-cadres que celles de l'UE. Nous dépendons d'une fiscalité attrayante et d'un marché libre de l'emploi. Comme le Parlement n'a pas lui-même mis la main à la pâte pour concrétiser l'initiative sur l'immigration de masse, nous aurons maintenant des interventions massives de l'Etat dans les entreprises et sur notre marché de l'emploi. Cela rend notre pays peu attrayant et on finira par supprimer des places de travail. Le PLR a rendu un mauvais service à l'économie. L'économie s'en est rendu compte et approuve ainsi une mise en œuvre plus musclée de l'initiative. ●

«On trahit le peuple pour plaire à l'Union européenne»

Magdalena Martullo-Blocher,
conseillère nationale (UDC/GR)



Magdalena Martullo-Blocher estime que «notre démocratie est volontairement foulée aux pieds». Esther Michel
